

Edito

Guerres pour les uns, austérité pour les autres, c'est le coût de la classe des riches !



Depuis 1989, en quelques années, le passage de la « guerre froide » qui opposait un bloc communiste et un **bloc capitaliste, a conduit à de plus en plus d'interventions militaires dans divers pays, et cela toujours au nom de la « démocratie » !**

Les populations civiles, les salariés des divers pays, sont tués et dans aucun pays l'issue de ces actions militaires n'a permis « la démocratie », mais plutôt des « affaires juteuses » pour quelques privilégiés. L'Irak, la Libye, l'Afghanistan en sont le triste exemple. Ces pays sont détruits pour quelques pétrodollars.

Dans nos pays, « bien pensants », et leurs gouvernants qui agissent militairement dans ces pays, les salariés et la population subissent ces stratégies financières qui conduisent à une régression sociale continue, ils subissent des choix politiques décréés tant par le MEDEF que par la Commission, non élue, de l'Europe.

Partout, les systèmes collectifs, les droits à la retraite sont démantelés et réduits à une « peau de chagrin » au nom de « la compétitivité internationale ».

Compétitivité, concurrence idéologique puisque démentie par les condamnations pour entente illicite sur les prix entre diverses compagnies qui en profitent.

Tous les rapports montrent un même constat à l'échelle internationale.

Des milliards de richesses cumulés, en progression, entre les mains de quelques uns et, forcément, de plus en plus de pauvreté et de chômage pour la majorité.

C'est le coût payé par la classe ouvrière au profit de la classe des riches actionnaires.

Les guerres engagées ailleurs par les divers gouvernements, leurs cortèges de morts, rapportent des millions d'euros aux marchands d'armes, puis aux affairistes. Elles servent aussi de matraquage idéologique pour diviser les salariés subissant l'austérité, le chômage, par l'opposition entre les cultures et les religions... etc. et ainsi masquer les « affairistes » qui s'enrichissent.

En France, le Front National sert ces affairistes, trompant les salariés, pour éviter qu'ils s'interrogent sur l'origine de ces richesses, mal réparties, et dont une infime partie, suffirait pour nos retraites, notre Sécurité sociale et nos salaires.

La FNIC CGT porte le combat pour la relance industrielle au plus près des besoins, avec plus de salaires, d'emplois pour améliorer les conditions de vie et celles du travail.

Nos adversaires de classe, ce sont le banquier, et le rentier et non l'immigré et le salarié !

Lutter pour les salaires, l'emploi, la protection de tous les salariés est un combat pour plus de démocratie.

GRECE, laboratoire d'essais capitalistes !

L'Europe a été présentée comme un espace de démocratie, de progrès social et de paix pour les peuples. Quelle est la réalité ?

Les frontières des affaires financières ont été levées.

Capitaux et marchandises circulent, pour le grand bonheur des affairistes qui délocalisent, restructurent : Ils n'ont plus pour « patrie » que le compte en banque et détruisent les travailleurs et leurs droits...

Un pouvoir européen antidémocratique qui fixe la feuille de route aux gouvernements, sans aucun respect pour l'expression des peuples.

Les pays sont devenus des « terrains de chasse » aux affaires, il est fait obligation de privatiser des secteurs nationalisés au nom de la concurrence !

La Grèce, comme beaucoup d'autres pays tels que le Portugal, l'Irlande, l'Espagne... etc. sont venus élargir ce marché financier en se voyant imposer le diktat européen, enrichissant les affairistes internes et externes, la facture étant à la charge des populations.



En 2008, la bulle de spéculation immobilière éclate aux USA, les banques européennes sont « sauvées » par les impôts des citoyens.

Cet « argent facile » encaissé par les banques gonfle la dette des états qui les ont financées. La propagande de la « dette » sert à justifier les régressions sociales, les privatisations des services publics, en permettant aux plus riches d'être plus riches et de faire taire les travailleurs.

La Grèce, son peuple (pas ses affairistes), servent de « bouc émissaire » pour tester les limites de cette arnaque internationale qui met à genoux tous les Européens.

Les états n'auraient plus de moyens ?? Mensonges !

Des milliards d'euros sont mis à disposition au taux de 0,3 % au bénéfice des banques privatisées pour que celles-ci le prêtent à 5 %, 10 %, 17 % comme en Grèce !

Ce sont les états qui garantissent les milliards d'euros dont profitent les banquiers.

C'est un système mafieux, qui boucle le cercle, avec les dettes pour les peuples et les profits pour la spéculation.

Depuis février 2015, 1100 milliards d'euros sont engagés par les états au profit des banques, le distributeur étant la BCE (Banque Centrale Européenne) qui disposera d'un droit de 60 milliards €/mois jusqu'en juin 2016.

Quelle utilisation de ces sommes ?

Aucun contrôle, aucune justification à donner. C'est le paradis financier des banquiers? qui s'enrichissent avec l'argent des autres.

Stop à ces magouilles mafieuses ! Notre Sécurité sociale souffre de ces politiques de régression sociale.

Abroger les dettes qui n'en sont pas, Nationaliser le système financier, les industries.



De Palestine au Kurdistan, femmes en lutte contre l'impérialisme et les réactionnaires.

Le peuple kurde de Syrie est en lutte contre les forces de Daesh. Les femmes kurdes ont toujours été fortement engagées dans les combats pour la libération nationale et sociale de leur peuple.



Le Proche et Moyen Orient est, depuis des décennies, le terrain de jeux des impérialistes qui, intervention après intervention, n'y ont apporté que guerres et misères pour les peuples.

Nous rappelons que l'impérialisme français est partie prenante de ces interventions et a aussi des responsabilités dans l'assassinat de trois femmes kurdes (Fidan Dogan, Sakine Cansiz et Leyla Soylemez) en janvier 2013. La justice n'a toujours pas été rendue.

La ville de Kobané est le centre de l'un des trois cantons, avec Afrin et Cizre, qui forment ensemble le gouvernement autonome mis en place en novembre 2013, et dominé par le PYD.

Ces trois régions de Rojava connaissent une forme d'autonomie intéressante à différents niveaux, notamment pour ce qui est des droits des femmes, de la participation des minorités et de la laïcité des institutions, permettant une plus grande participation des populations locales dans la gestion de leur société. L'Etat Islamique (EI) avait lancé, le 16 septembre, une grande offensive sur cette région à majorité kurde de la Syrie, provoquant le départ forcé d'environ 200 000 personnes vers la Turquie.

La chute de la ville de Kobané aux mains de l'EI aurait constitué une double défaite, pour l'auto-détermination du peuple kurde et pour la révolution syrienne.

Les femmes ont été en première ligne des combats pour la défense de Kobané !

Elles ont tenu tête pendant plus de quatre mois aux djihadistes de l'Etat Islamique. Prêtes à tout sacrifier pour leur combat, leur liberté et la démocratie, ces femmes ont libéré Kobané le 26 janvier dernier. Presque seules, les forces turques empêchant les renforts d'arriver à Kobané, le courage et la volonté de ces combattantes sont symboliques de la force du mouvement du PYD.

La lutte des femmes palestiniennes est d'une autre nature mais pas moins déterminante. Quand leurs maris, leurs fils, sont emprisonnés dans les geôles israéliennes, c'est à elles que revient la responsabilité de la vie de tous les jours.

Elles sont fortement investies dans la vie sociale et économique de la Palestine et jouent un rôle essentiel dans la vie des familles, des villages, des organisations de résistance à l'occupation.

Certaines sont détenues par Israël comme prisonnières politiques.

Elles luttent aussi contre les traditions qui voudraient les maintenir dans la soumission.



**Vive la fraternité des peuples en lutte pour leur libération et leur émancipation !
Vive l'auto-détermination du peuple kurde et la reconnaissance d'un état palestinien !**



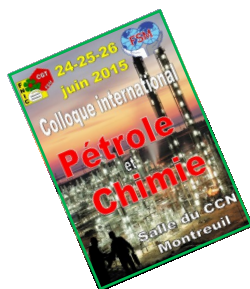
Activités internationales fédérales 2015

2015, sera une année pleine d'initiatives internationales pour la Fédération avec des rencontres et des échanges entre organisations de divers pays, partageant nos valeurs sur la nécessité d'un syndicalisme de classe, de masse, pour relever les défis posés par le patronat de nos industries respectives.

• **LE 4 MARS 2015**,
la FNIC-CGT s'est rendue à Chypre pour apporter sa solidarité à la lutte anti-austérité.

• **LE 1^{ER} JUIN 2015**,
se tiendra une conférence, avec la FSM, sur les conséquences des embargos économiques, à Bruxelles.

• **LES 24, 25 ET 26 JUIN 2015**,
se tiendra à Montreuil, au siège de la CGT, un colloque international des travailleurs des secteurs du pétrole, de la pétrochimie et de la chimie organisé par la **FNIC CGT** et la **FSM**.



• **LE 3 OCTOBRE 2015**,
au Brésil, sera commémoré le 70^e anniversaire de la FSM avec la participation de la FNIC-CGT.

• **LES 14 ET 15 OCTOBRE 2015**,
se tiendront les journées d'études sur la syndicalisation dans nos industries et sur les relations internationales, avec la participation de la FSM et les CEE.

En cours de construction, des initiatives :

• **Maroc** : formation sur 2 jours avec 40 stagiaires sur les enjeux: Sécurité/Précarité et Action syndicale.

• **Jordanie** : formation spécialisée sur les enjeux de la Sécurité/Précarité et la Formation syndicale.

PALESTINE : un peuple sans droits !

A lors que les puissances internationales se font les gendarmes du monde, intervenant militairement ici ou là au nom de principes démocratiques, la Palestine, pays reconnu par l'ONU, est sans cesse martyrisée par un état colonialiste : l'Etat d'Israël.

Le Bureau des Nations Unies fait état d'une détérioration de conditions de vie de 2 millions de Palestiniens victimes du blocus imposé par l'Etat d'Israël à Gaza.

Les bombardements militaires d'Israël ont détruit toutes les infrastructures économiques et sociales : pénurie de gaz, eau impropre à la consommation et des dizaines de milliers de personnes sans toit, vivant dans la boue et le froid, telle est la situation sanitaire de la population.

Une population oubliée des puissances internationales et des médias.

L'Etat d'Israël piétine le droit international et viole ses décisions. Le 1^{er} ministre Netanyahu a promis tant qu'il est « ministre, jamais l'Etat Palestinien ne verra le jour » ! Hollande et Valls non seulement cautionnent ces propos qui piétinent le droit international, mais refusent de ratifier la décision de l'Assemblée Nationale qui a reconnu l'Etat Palestinien.

FNIC-CGT - Case 429
263, rue de Paris
93514 MONTREUIL
CEDEX

Téléphone : 01 55 82 68 88
Télécopie : 01 55 82 69 15
email : contact@fnic-cgt.fr

La FNIC CGT appelle ses militants et ses syndicats à soutenir l'Association BDS en boycottant l'économie israélienne et son Etat qui colonise les terres palestiniennes.

